

Article

De l'usage raisonné de la notion de « concernement » : mobilisations locales à propos de l'industrie nucléaire

Philippe Brunet

Sociologue, Université d'Évry Val d'Essonne, Centre Pierre Naville, TEPP/FR-CNRS 3126, 87350 Panazol, France

Les questions environnementales, et notamment celle du nucléaire (cf. *NSS*, 9, 1 ; *NSS*, 11, 3), font souvent l'objet de publication dans *NSS*. Cet article vient enrichir les débats en proposant une réflexion sur ce qui est à l'origine de la mobilisation d'un individu, d'un citoyen, et donc sur ce qui fait qu'on devient un militant antinucléaire. Cette même question des ressorts de l'engagement a été approfondie, à propos des chercheurs cette fois, lors de la publication du dossier dirigé par C. Bonneuil (*NSS*, 14, 3) dont un des articles portait sur l'évolution des figures de l'engagement antinucléaire chez les scientifiques des années 1950 à nos jours. L'article de P. Brunet prolonge donc ce questionnement comme le fait sur un autre thème le Regard de Béatrice Mésini dans ce même numéro.

La Rédaction

Mots-clés :

question
environnementale ;
industrie nucléaire ;
concernement ;
engagement ;
milieu local

Résumé – L'analyse sociologique de l'engagement peut être utilement complétée pour comprendre l'émergence et la structuration des mobilisations associatives locales dans le domaine de l'environnement. Dans cette perspective, à partir des travaux de Georges Canguilhem, on explore les processus qui conduisent aux formes d'engagement organisé. Ainsi, la notion de « concernement », articulée avec celles de « milieu local » et de « comportement orienté », permet de mettre au jour la singularité des dynamiques à l'œuvre, qui visent à résoudre les tensions existant entre les individus sociaux et leurs milieux. En particulier, l'analyse permet d'entrevoir des formes de congruence entre concernement, engagement et mobilisation cognitive. La réflexion s'appuie sur des données empiriques comparatives issues d'enquêtes sur l'industrie nucléaire.

Keywords:

environmental issues;
nuclear industry;
concernment;
commitment;
local milieu

Abstract – **A reasoned use of the notion of "concernment": mobilizations about the nuclear industry.** Discussing the mobilization of environmental associations from the sole sociological viewpoint of interest and calculations is no longer workable. Similarly, although the processual analysis of commitment has obvious heuristic virtues, it could be usefully completed to understand how it emerges and gets structured. This is why, in order to further develop this kind of analysis, we shall explore the processes leading to forms of organized commitment. To do so, Canguilhem's research about the epistemology of living organisms will be used. It shows that, when the resolution of problems between individuals and their milieu is attempted, it is always initiated by the former. By using the notion of "concernment" and articulating it with those of environment and orientated behaviour, we intend to emphasize the singularity of the social dynamics that aim to solve the tensions inherent in environmental issues. Furthermore, through sociological analysis, one may get a glimpse of forms of similarity between "concernment", commitment and cognitive mobilization. Our research is based on comparative data drawn from two surveys on the nuclear industry in France: one in Limousin concerning the uranium industry and another in La Hague, North Cotentin, dealing with radioactive waste.

Introduction

Un des problèmes soulevés à propos des questions environnementales est celui de la place des « minorités agissantes » (Moscovici, 1996). Si certains ont voulu y voir

la fin d'un mode organisé de contestation de « masse » annonçant l'avènement d'une société post-industrielle, d'autres ont interrogé l'efficacité politique de ces mobilisations. Ainsi, deux lectures sociologiques du mouvement antinucléaire ont pu être proposées : l'une, l'analysant comme un mouvement social émergent, a pu conclure à

Auteur correspondant : philippe.brunet@univ-evry.fr

son impossibilité à apparaître comme une force unifiée de changement politique en raison de sa fragmentation (Touraine, 1980) ; l'autre a pu montrer son inefficacité à peser sur le cours des politiques publiques (Giugni, 2001). Bien qu'apparemment l'histoire semble donner raison à ces deux interprétations, elles ne peuvent être tenues pour définitivement valides. Ce serait considérer les transformations institutionnelles et normatives qui affectent depuis plus de vingt ans le champ de l'industrie nucléaire, soit comme négligeables, soit comme le résultat d'une logique propre à l'institution nucléaire. De surcroît, ces explications oblitèrent le fait que des investissements forts à rendement faible maintiennent cependant leur présence prolongée dans les situations, c'est l'analyse sociologique de l'action militante qui devient superflue.

À l'encontre de ce point de vue, il s'agit de comprendre les modes d'émergence et de structuration des mobilisations des publics (Gusfield, 1981) et leur place dans le traitement des questions environnementales comme problèmes publics. En France, de nombreux travaux témoignent de l'existence d'un axe de recherche spécifique (Joly-Sibuet et Lascoumes, 1988 ; Regazzola, 1996 ; Micoud, 1999 ; Chateauraynaud et Torny, 1999 ; Ollitrault, 2001). En proposant de focaliser l'attention sur la notion de « concernement », il ne s'agit pas tant d'insister sur l'importance du poids des mobilisations citoyennes, c'est-à-dire de l'engagement dans l'explication du traitement de ces questions, que de préciser ce qu'il en est des processus qui les font advenir en apportant une contribution à la compréhension de l'activation des publics (Cefaï, 2007). L'utilité de la notion de concernement sera défendue par sa mise en relation avec celles de « milieu local » et de « comportement orienté » empruntées à l'univers épistémologique de G. Canguilhem (2003). Cette mise en relation permettra d'examiner ses conséquences sur les formes de production et de mobilisation des savoirs dans les questions environnementales.

Deux situations empiriques pour analyser le concernement

L'argumentation s'appuie sur des données empiriques constituées au cours de deux enquêtes sur l'industrie nucléaire en France. L'une, circonscrite à la zone rurale des Monts d'Ambazac, située à une trentaine de kilomètres au nord de la ville de Limoges a été le théâtre de l'extraction du minerai d'uranium et de son traitement industriel durant près d'un demi-siècle. L'autre, à une vingtaine de kilomètres de la ville de Cherbourg, est située à la pointe de La Hague au nord-ouest du Cotentin où se trouve l'usine de retraitement des déchets nucléaires. Dans le temps et dans l'espace, il en résulte des configurations que l'on envisagera comme des « milieux locaux » particuliers caractérisés néanmoins par des points communs : ainsi, ces deux situations n'existent que par la présence du

même industriel du nucléaire, la COGEMA, devenue aujourd'hui AREVA¹ ; de même, des formes associatives de protestation ont émergé dans les deux cas dès les années soixante-dix. Les données analysées sont issues respectivement de documents et d'entretiens conduits auprès de militants de la coordination limousine anti-déchets (Clade) et du collectif des « Mères en Colère » (MC)².

Dès lors, en limitant l'examen à deux formes organisationnelles et aux trajectoires singulières de certains militants, il s'agit d'assumer un choix. Celui de s'intéresser à l'irruption et au devenir de prises de position publique et de contestations organisées qui se manifestent, souvent à la faveur d'événements particuliers, par des comportements qu'il n'est guère possible d'expliquer par l'analyse classique du rendement militant (Sainteny, 1995), encore moins par ce qui pourrait apparaître comme un irrationalisme des conduites observées. Affirmer cela n'invalide en rien le fait que les créations respectives de la Clade en 1992 et du collectif MC en 1997 s'inscrivent, de façon plus ou moins marquée, dans des lignées de mobilisations locales, voire nationales, antérieures et toujours présentes et qui doivent frayer leurs propres chemins.

Ainsi, la création de la Clade correspond à la volonté du mouvement antinucléaire local limousin, déjà présent depuis une quinzaine d'années avec plus ou moins de force, de contraindre les autorités administratives à répertorier et à qualifier tous les déchets disséminés par la Cogema au cours de l'exploitation minière et à en établir le bilan environnemental et sanitaire sans en rajouter qui viendraient d'ailleurs³. Elle adapte ses pratiques à ce contexte et se concentre sur la contrainte de preuve qui

¹ La COGEMA est la compagnie générale des matières nucléaires créée à partir du CEA en 1976 pour gérer l'amont (industrie de l'uranium) et l'aval (retraitements des déchets nucléaires) du cycle nucléaire. AREVA a été créé en 2001 de la fusion entre la COGEMA, CEA Industrie et Framatome.

² Un travail de thèse a été à l'origine de l'enquête portant sur la première situation (Brunet, 2004). En revanche, le travail d'enquête portant sur la seconde situation a été beaucoup plus limité et s'est déroulé au printemps 2005 : quelques entretiens (3) ont été conduits avec des personnes appartenant au collectif *les Mères en Colère* dont sa responsable. Cette enquête a donné lieu à une communication (Brunet, 2006b). Pour des éléments d'approfondissement à propos de la situation à La Hague on peut utilement se reporter à certaines références importantes (Chateauraynaud et Torny, 1999 ; Estades et Remy, 2004 ; Viel, 1998 ; Zonabend, 1989).

³ Tant que l'activité industrielle persiste, ces déchets n'ont pas d'existence. Leur identité de « stériles » est celle attribuée par COGEMA, montrant son poids sur la situation. Le terme « stérile » désigne le granite extrait pour dégager le minerai et les résidus issus des opérations de concentration qui représentent un volume de 20 millions de tonnes encore radioactif. La Clade revendique leur classement en installations nucléaires de base pour leur assurer une identité nucléaire plus adéquate.

pèse sur elle. S'associant à la Crie-rad⁴ pour constituer un expert associatif (Brunet, 2006c), elle revendique la mise en œuvre d'une expertise radioécologique du site minier indépendante. La finalité est explicite⁵ :

« La volonté est d'amener à une prise de conscience des populations. [...] Si ce n'était pas dangereux, on s'en foutrait » [entretien militant Clade, juin 1998].

Quant au collectif MC, il trouve son origine dans les résultats d'une étude épidémiologique concernant la région de La Hague dont la presse locale fait état en janvier 1997. Ils montrent un excès de leucémies chez les enfants du secteur, corrélé statistiquement à un mode de vie qui combine une alimentation en poissons et crustacés locaux à la fréquentation des plages⁶. Pour une part du public, l'information – véritable événement – agit comme un élément de rupture d'un cadre routinier local jusque-là tendu entre anti- et pro-nucléaires : la réaction de la Cogema, qui qualifie d'« absurde » le lien qui pourrait être fait entre ces résultats et les rejets de l'usine, sonne en effet comme un verdict irrecevable. Certaines mères expriment publiquement leur colère en créant un collectif qui mobilise l'opinion publique locale à leur cause pour établir la « vérité » :

« On réduisait l'étude du professeur Viel en un mot quoi. Et le fait de savoir qu'il y avait un excès de leucémies infantiles, même s'il n'était pas excessif, de voir que ça se résumait en ce mot-là, pour nous c'était inconcevable. Et c'était injuste. Donc vraiment un sentiment de colère vis-à-vis de ça. Les exploitants, Cogema dénigraient d'entrée ce travail-là, et surtout dénigraient le fait que sur le terrain il y avait des enfants qui étaient touchés par la maladie. [Entretien responsable du collectif MC, mai 2005.] »

De l'intérêt de la notion de « concernement »

Les travaux issus de la sociologie de l'engagement ont contribué à renouveler la compréhension des modalités

⁴ Crie-rad : Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité. Créée en mai 1986 par Michèle Rivasi à Valence pour réagir au « mensonge d'État » qu'a constitué le suivi du « nuage » de Tchernobyl par les autorités administratives françaises, l'association se dote d'un laboratoire indépendant de mesure de la radioactivité (Brunet, 2006a ; Gaudillière et Vivoli, 2000 ; Rivasi et Crié, 1999).

⁵ Ce que témoignent ses objectifs : « 1 - Obtenir que le laboratoire de la Crie-rad puisse faire son expertise sur les stockages de résidus radioactifs de la division minière ; 2 - participer à la mise en œuvre du premier colloque international à Limoges sur les effets sanitaires des faibles doses ; 3 - soutenir le tournage en cours du film sur l'exploitation de l'uranium ; 4 - refuser les projets de stockages et traitement des déchets radioactifs et chimiques venant d'ailleurs ». (Tract Clade, novembre 1992).

⁶ Pour de plus amples informations à ce sujet, voir Viel J.-F., *op. cit.*

de la militance, ce qu'elles recouvrent comme formes de mobilisation, à partir de l'analyse processuelle de la carrière (Fillieule, 2001). Mais il y a lieu d'interroger ce qui reste en suspens : dans la mesure où il s'inscrit dans un espace de significations et de pratiques déjà là dont il ne représente qu'une des possibilités d'expression, de quoi procède ce sens de l'engagement ? Quel est le processus de sa gestation qui conduit, par un procès de publicisation, à modifier la carte existante des arènes publiques ? Autrement dit, comment se réalise « la conversion de difficultés d'ordre privé ou de malaises vécus en silence, en problèmes publics » (Cefaï, 1996, p. 55) ?

L'utilisation de la notion d'engagement montre à cet égard certaines limites. Elle suggère un lien nécessaire entre une ou des trajectoires individuelles et toute forme organisée ayant vocation à en épuiser concrètement le sens. On comprend les contraintes méthodologiques qui poussent à saisir les engagements à partir d'organisations visibles dans l'espace social. Le support empirique de cet article n'y échappe pas. Mais ce contournement ne doit pas masquer le fait que la prise demeure partielle. Car, si tel n'était pas le cas, qu'advierait-il alors des espaces de signification qui n'emprunteraient pas ce chemin ? Devraient-ils rester inexplorés au motif de l'absence de support à leur concrétisation, c'est-à-dire délaissés par l'analyse pour cause de non-mobilisation apparente (Mann, 1996) ? Et puis, s'agissant de questions environnementales dont l'ordonnancement obéit à certaines règles institutionnalisées, n'y a-t-il pas alors un risque de réduction analytique à ne saisir que ce qui se donne naturellement à saisir ? Comment rendre compte de l'extrait d'entretien suivant dans ce qu'il exprime à la fois du sens et des liens par lesquels ce sens se nourrit ?

« Si le danger se faisait à nouveau... enfin s'il était plus pressant, je crois que je serais susceptible de me mobiliser de nouveau. Mais c'est vrai qu'en ce moment moi je suis beaucoup prise par le boulot... J'ai aussi envie de me détendre. En conséquence je ne m'investis pas, à l'heure actuelle, même si je reste sensible à ces questions et que bon au hasard des contacts, avec les amis, je suis prête à... Enfin c'est bien d'être informée. Bon dernièrement j'ai lu le bouquin de la Clade, par exemple. Je me dis quand même il y a des gens qui bossent. Il me semble que je reste connectée mais pas active. Et que je pourrais rester active sans être à l'origine si il y avait besoin. [Entretien, sympathisante Clade, septembre 1999.] »

Rester sensible, connectée, informée, investie, prête à, sans pour autant être active, telles peuvent être des modalités revendiquées d'une posture qui, si elle n'est pas mobilisée *hic et nunc*, reste intentionnellement mobilisable pour et par tout événement qui serait évalué comme moment critique de vérité au sens où il « contraint à inventer une nouvelle manière d'être et d'agir dans la situation » (Badiou, 1993). Pour Badiou, l'événement

est en effet ce qui advient de vérité dans les situations vécues de façon routinière et qui en affecte le cours pour les individus. Par effet de percussion, voire de rupture, ce débordement événementiel significatif, qui ne peut être réduit à un stimulus appelant une réponse programmée, oblige à recomposer une nouvelle manière d'être (ce que je suis dans cette situation nouvelle) et d'agir (ce que j'entreprends dans cette situation). Autrement dit, les identités comme les dispositions à l'action se trouvent reconfigurées d'abord là où elles prennent leur source pour ensuite se confronter avec un milieu. La posture ainsi exprimée par la sympathisante de la Clade est-elle de l'engagement ? La réponse n'est pas évidente. Le nier limiterait l'appréhension du sens de l'engagement aux seules situations organisées et donc à le confondre avec le terrain visible de son effectuation. L'affirmer ouvre sur une dichotomie instable car on pressent que l'engagement ne dit justement pas tout du sens de l'engagement. Il peut exister des situations, ce cas-là est un exemple, où l'individu demeure dans une posture de passivité vigilante. L'association des deux termes indique l'ambiguïté mais aussi la force de tout oxymore : car, si la posture qu'elle décrit n'est jamais totalement tranchée entre la passivité et l'activité, elle demeure pour le moins potentiellement agissante. Elle réside dans un entre-deux qui peut, en présence de tout événement signifiant, se transformer en mobilisation. Elle est une posture disponible pour l'action collective. Bien qu'elle s'apparente à une posture de non-engagement, elle n'est pas désengagée car, en ce cas, elle signerait la fin de toute disponibilité. Ces postures à partir desquelles découlent aussi bien les engagements visibles, c'est-à-dire mobilisés publiquement, que ceux qui sont en attente peuvent être saisis par la notion de concernement.

Ce que l'on peut dire du concernement

Le mot concernement n'a pas d'existence lexicale. Quant à l'engagement, il signifie « action d'engager, de s'engager par un acte » (le *Littré*), voire « acte ou attitude de l'intellectuel, de l'artiste qui [...] renonce à une position de simple spectateur et met sa pensée ou son art au service d'une cause » (le *Petit Robert*). On a là, sans ambiguïté, les ingrédients d'un procès de publicisation de l'action collective : l'engagement correspond à un acte qui se déploie avec, vers et contre d'autres. Il inclut les idées de passage d'un état de spectateur à celui d'acteur et de visibilité publique. Pour sa part, le verbe concerner signifie « avoir rapport, appartient à. Cela me concerne » (le *Littré* et le *Petit Robert*). Cependant le *Petit Robert* complète par une tonalité passive le sens de la relation entre une personne et une chose : « être concerné : être intéressé, être touché par quelque chose ». Ainsi se dégage une relation d'interdépendance entre la personne et la chose : le rapport que j'ai à une chose est aussi le

rapport que cette chose a avec moi, en tant que je suis touché par elle. Ainsi, lorsque l'univers sémantique de l'engagement réfère à l'action, celui du verbe concerner révèle le lien entretenu à une chose sur un mode actif ou passif. En substantivant le verbe, il s'agit de pousser jusqu'au bout la logique du lien. C'est dans cette acception que la notion de concernement prend sens (Micoud et Peroni, 2000), davantage que dans celle de groupe concerné qui, déjà, réfère à des situations engagées (Callon et Rabeharisoa, 1999 ; Callon *et al.*, 2001). Dès lors, on définira un concernement comme toute sensibilité orientée vers une part du monde qui s'exprime par un comportement plus ou moins actif. Ainsi posée, la notion de concernement implique deux aspects profondément liés. D'abord, elle suppose un aspect relationnel nécessaire, c'est-à-dire un comportement orienté vers une part du monde envisagé à l'aide de la notion retravaillée de milieu. De plus, elle présume que ce rapport, comme sensibilité relative à un milieu donné, s'établit à partir d'un état de connaissances à son propos. Avant de préciser les deux termes de cette implication, illustrons l'articulation entre concernement et engagement à partir des deux situations d'enquête.

Une approche concrète des notions de concernement et d'engagement

On fait l'hypothèse que la constitution du collectif MC trouve son origine dans un concernement qui se transforme en expression publique collective sous le double effet d'une mise en lien et d'une rupture : un lien quand il est enfin possible d'associer les résultats probabilistes d'une étude épidémiologique à une crainte contenue depuis longtemps sur les risques sanitaires liés à la radioactivité, elle-même nourrie par l'expérience privée de la vie pratique ; une rupture, quand, au nom du principe de justice, s'opère une dissociation avec l'interprétation dominante des acteurs hégémoniques du milieu local qui conduit, selon Dewey, à une situation problématique au sens où le milieu se trouve ébranlé (Cefaï, 2002). On a vu comment le mot « absurde » rapporté aux conclusions de l'étude par la Cogema et tout ce qu'il implique avait servi de déclencheur d'un processus collectif.

On peut en tirer trois conséquences. D'abord, il s'établit une connexion entre des résultats issus d'un modèle épidémiologique (l'événement) et des situations vécues dont le déni public est insupportable : nier la validité des résultats revient à nier l'existence même de ces situations. Ensuite, la dynamique du concernement est bien endogène : l'hypothèse que les résultats viendraient découvrir ce qui jusque-là était inconnu ne tient pas ; au contraire, ils sont saisis comme la confirmation d'une expérience et d'une sensibilité déjà là et créent un lien qui n'existait pas.

C'est ainsi qu'il faut comprendre le décalage qui se produit entre les deux réceptions antagonistes des résultats, d'un côté l'absurdité et de l'autre la colère :

« Il faut arrêter de dénigrer tout le temps et de nier quelque chose qui était évident, enfin. Qui est évident ! Il y a des chiffres qui parlent. Ce n'est pas de la théorie quoi. Là, on est vraiment dans le concret. Et dans le concret intime. Ça touche les enfants, ça touche les familles [Entretien responsable du collectif MC, mai 2005.] »

Enfin, ce décalage perçu comme insupportable modifie le sens du rapport à la chose. Jusque-là dispersé, privé et silencieux, ce concernement peut devenir collectif, public et organisé. La transformation du rapport à la chose par l'événement de vérité permet d'opérer une première forme d'engagement, non imaginée jusque-là :

« J'ai encore les images. Sur le parking de l'école, comme ça, deux ou trois copines et le jour même on a téléphoné à des amies. Et de fil en aiguille on s'est rendu compte qu'on était plusieurs à être en colère par rapport à la réaction de l'exploitant. [...] [Entretien militante du collectif MC, mai 2005.] »

« Ce qui m'a vraiment interpellé, donné envie de mettre les pieds dans le plat, c'était justement qu'il y avait des femmes qui n'étaient pas dans le milieu associatif et dans le militantisme et qui étaient en colère. Et c'est le fait de voir ces femmes-là qui avaient envie d'exprimer quelque chose. Je me suis dit : il faut... Il faut [...] [Entretien responsable du collectif MC, mai 2005.] »

Autrement dit, ce concernement change de modalité : de passif il devient actif. À cet égard, si l'engagement exprime nécessairement de manière active un concernement, le silence social peut être, lui, considéré comme l'expression d'un concernement vécu sous un mode passif. Tel était, jusqu'à la survenue de l'événement, le rapport établi à la chose de façon non dite par ces mères de famille. L'offre associative locale n'était pas en mesure de satisfaire l'expression de ce concernement et son potentiel d'engagement⁷. Le concernement était, en ce cas, très focalisé avec une latence forte : « Comme on touchait le côté sanitaire des choses, médical, il y avait besoin d'un dialogue. [Entretien militante du collectif MC, mai 2005.] »

Mais il peut être dilaté dans une vocation plus généraliste avec une latence de faible intensité. C'est l'exemple d'une militante de la Clade pour qui l'explosion de la centrale de Tchernobyl en 1986 a constitué l'événement de vérité. L'étendue et le caractère diffus de la réception

⁷ Pour ne prendre que les associations locales, parmi d'autres plus « éloignées » (Robin des bois, ACRO) : Greenpeace, n'accorde qu'une très faible autonomie à ses militants et le CRILAN, qui anime les actions antinucléaires depuis près de quarante ans, reste contrôlé par le militant qui l'a créé. Cette caractérisation rapide n'enlève rien à l'importance de chacune de ces deux organisations mais elle permet de comprendre, en « creux », l'émergence du collectif les Mères en Colère.

de l'événement n'en active pas moins un concernement. Mais l'engagement qui en découle est plus généralisant que dans le cas précédent :

« Moi ce qui m'a amené le pied à l'étrier en ce qui concerne le nucléaire, c'est Tchernobyl. Quand Tchernobyl est arrivé c'est un énorme sentiment de révolte contre un nuage qui nous passait au-dessus et qu'on ne pouvait rien n'y faire. On s'est dit : il faut faire quelque chose.

Q : Et est-ce que vous étiez avant Tchernobyl sensibilisée à ces questions-là ?

R : Si, d'une façon vague et générale... Bon, on est citoyen, on essaie d'être un peu vigilant, lucide par rapport à ce qui se passe dans le monde. Mais pas plus que ça. Par contre Tchernobyl c'est... C'est-à-dire en lisant les journaux, je me souviens très bien, moi, je lisais Libération là, le matin. Et puis quand on a vu ce qu'il y avait dans Libé, c'était tellement scandaleux quoi, on nous avait caché le passage du nuage... C'était insupportable. [Entretien, militante antinucléaire, Limousin, septembre 1999.] »

Cette militante veut convertir son concernement en engagement en explorant l'offre associative locale. L'ajustement se produit lorsqu'elle rencontre le réseau antinucléaire :

« Je suis passée par la FLEPna⁸ à Limoges qui m'avait paru être la porte indiquée. J'étais un petit peu échaudée par le côté timide et leur côté à ménager la chèvre et le chou dans les questions d'environnement. Et par ce biais-là j'ai pu savoir qu'il y avait d'autres gens qui militaient dans le coin depuis longtemps. Justement les premiers gens qui avaient été touchés par les mines. Donc ils nous ont filé un peu de doc et puis j'ai connu l'existence de la Criei-rad. Et comme j'étais médecin, je me suis dit : ça peut peut-être servir. Donc je me suis inscrit à la Criei-rad. [Entretien, idem.] »

On peut dès lors affirmer que si tout engagement procède nécessairement d'un concernement *via* un événement de vérité quel qu'il soit, la posture de non-engagement reste ambiguë : elle correspond soit à un concernement qui, pour une raison ou une autre, ne trouve pas sa possibilité d'engagement, soit à l'absence de concernement. On mesure mieux la difficulté à saisir un concernement à partir d'une posture de non-engagement. Au demeurant, si la relation entre concernement et engagement semble établie et permet d'enrichir le sens de l'engagement, il y a lieu d'élucider ce qui reste encore obscur dans l'établissement du rapport à la chose qui conduit à l'engagement.

Du concernement à l'engagement

Afin de comprendre la constitution et la dynamique de ce rapport, on discute d'abord les notions de milieu et de comportement orienté pour en éclairer les différentes

⁸ Il s'agit de la fédération environnementaliste régionale créée en 1975 à Limoges qui agit notamment contre les conséquences de l'industrie minière sans pour autant se déclarer antinucléaire.

dimensions et leur intérêt. Ensuite, on examine, à partir de la mobilisation des savoirs, ce qui se joue dans le processus engagé.

Milieu et comportement orienté : Georges Canguilhem, un passeur de concepts

Historiquement, les emprunts pluridisciplinaires du concept de « milieu » l'ont soumis à une grande variation sémantique (Canguilhem, 2003). Ses usages socio-anthropologiques, vraisemblablement à hauteur de ses occurrences limitées, n'ont guère été discutés. Certains s'inscrivent dans une tradition qui entend rendre compte des formes d'évolution de la tendance technique par assimilation (Leroi-Gourhan, 1943). Dans cette filiation qui saisit la tendance technique comme un mouvement, dans le milieu intérieur (élaboré par l'homme), de prise progressive sur le milieu extérieur, Canguilhem appréhende lui aussi le rapport du vivant, y compris humain, à son milieu :

« L'homme peut apporter plusieurs solutions à un même problème posé par le milieu. Le milieu propose sans jamais imposer une solution. Certes les possibilités ne sont pas illimitées dans un état de civilisation et de culture déterminé. Mais le fait de tenir pour obstacle à un moment ce qui, ultérieurement, se révélera peut-être comme un moyen d'action, tient en définitive à l'idée, à la représentation que l'homme – il s'agit de l'homme collectif, bien entendu – se fait de ses possibilités, de ses besoins, et, pour tout dire, cela tient à ce qu'il se représente comme désirable [...] (Canguilhem, 2003 : 181-182.) »

L'homme se confronte à des possibles et à des choix selon ses valeurs, ses désirs et ses besoins. Il en découle deux points essentiels. D'abord, la relation entre milieu et vivant devient symétrique : causes et effets acquièrent des propriétés interchangeable. Ensuite, cette relation doit être pensée comme un « débat où le vivant apporte ses normes propres d'appréciation des situations, où il domine le milieu, et se l'accommode »⁹. Autrement dit, bien que les déterminations du milieu limitent ses possibilités, l'initiative reste du côté du vivant. Pour Canguilhem, ce point fonde l'épistémologie de la biologie : « La biologie doit donc tenir le vivant pour un être significatif, et l'individualité, non pas pour un objet, mais pour un caractère dans l'ordre des valeurs. Vivre c'est rayonner, c'est organiser le milieu à partir d'un centre de référence qui ne peut lui-même être référé sans perdre sa signification originale »¹⁰. On peut élargir cette problématique au rapport de l'homme à son milieu, entendu comme champ de tensions. D'ailleurs, si pour Canguilhem la compréhension du comportement du vivant suppose de le considérer à partir de son propre

point de référence, des normes qui lui sont propres et qui en constituent la centralité, cet axiome vaut aussi pour l'homme :

« Le milieu propre de l'homme c'est le monde de sa perception, c'est-à-dire le champ de son expérience pragmatique où ses actions, orientées et réglées par les valeurs immanentes aux tendances, découpent des objets qualifiés, les situent les uns par rapport aux autres et tous par rapport à lui. En sorte que l'environnement auquel il est censé réagir se trouve originellement centré sur lui et par lui¹¹. »

Autrement dit, le rapport entre l'homme et son milieu présente les traits d'une configuration spécifiée (Elias, 1997), c'est-à-dire d'un système d'interdépendances dont l'évolution offre une certaine indétermination due à la plasticité du comportement humain et à son pouvoir d'orientation. Dans cette perspective, l'analyse sociologique des problématiques environnementales situées peut s'envisager à partir de la saisie de ce rapport en tension qui s'incarne dans des comportements orientés à l'intérieur d'une configuration évolutive appréhendée comme milieu local.

Les deux situations d'enquête illustrent la diversité empirique de ce rapport. Ainsi, bien que dans les deux situations la Cogema tente d'imposer son hégémonie sur la manière de considérer les risques environnementaux et sanitaires, la Clade et le collectif MC présentent des dissemblances du point de vue de la constitution et de la posture que les deux organisations offrent vis-à-vis des milieux locaux respectifs. D'un côté, la Clade opte pour une position radicale déclinée à partir de la double opposition du « eux » et du « nous » et de l'« arrêt immédiat » du nucléaire alors que, de l'autre, le collectif MC choisit une position d'intégration au milieu local avec l'ambition de le faire évoluer :

« Nous on est Anti. Les alternatives, on ne sait pas ce que c'est ! [...] Le problème c'est que ce n'est pas gérable. Jusqu'à présent, on n'a vu que des gens, que des situations où on nous a menti ! À un moment donné, on a toujours perçu que là il y avait une erreur, que là il y avait un problème, que là on n'en parlait pas. On nous ment ! On sait que ça fait presque 30 ans qu'on nous raconte des balivernes. Alors il faut arrêter. [...] On ferme le robinet, et après on verra ce qu'on fait de tout ce merdier. Il faut déjà arrêter de produire toutes ces saloperies, et après on verra. [...] C'est tout ! [entretien, militant de la Clade, juin 1998.] »

« Dans les Mères en Colère, il y a des gens qui travaillent à Cogema. [...] Nous... Vraiment, on veut être intégré dans le tissu local. [...] On a fait, toutes, le choix de vivre ici et d'élever nos enfants. Il y a des gens qui sont partis ! Mais nous on a dit : on va résister, on aime notre région et il faut absolument faire en sorte que ça ne devienne pas une poubelle, quoi. Et de faire en sorte que l'exploitant arrête comme ça de rejeter, des rejets liquides, des rejets gazeux et prenne conscience que

⁹ *Ibid.*, p. 187.

¹⁰ *Ibid.*, p. 188.

¹¹ *Ibid.*, p. 195.

l'environnement de nos enfants ne doit pas être imprégné, marqué par des substances radioactives ou chimiques. Donc voilà. Nous on reste là mais l'idée c'est : on reste là mais on se bat pour que l'impact de cette industrie soit aussi faible que possible. Et pour ça, il faut qu'on fasse pression constamment sur les industriels. [Entretien responsable du collectif MC, mai 2005.] »

Ainsi, le « comportement orienté » se révèle dans l'irréductibilité des postures engagées dans chacune des deux situations. Il s'incarne dans des manières individuelles et collectives d'appréhender le milieu local et d'agir en conséquence. Face à un milieu qui n'a cessé en Limousin de tenir pour des corps étrangers les points de vue dissonants qui émergeaient à propos des questions environnementales posées par l'industrie de l'uranium et d'en différer les éventuelles solutions, l'engagement des militants de la Clade correspond à une volonté d'être là, quand bien même, pour nourrir les concernés dont il procède en assumant un comportement orienté spécifique. Dans le rapport en tension qui s'instruit, la contrainte de présence qui pèse sur l'association pour exister se résout dans une posture de dénonciation radicale. Elle se couple avec la perception d'un milieu devenu sans limite, justifiant l'inefficacité des actions engagées :

« [...] Je voudrais introduire cette soirée en disant que si certains sont montrés du doigt parce qu'ils ont osé estimer que certains événements historiques graves, gravissimes n'étaient qu'un détail, je pense qu'on pourrait aussi montrer du doigt d'autres hommes quand ils ne considèrent que comme un détail le fait de noyer le Limousin, la France, le monde entier sous l'énergie nucléaire qui fait tant de dégâts [...] Ça fait 25 ans qu'on se pose cette question. Quel combat faut-il mener ? Comment faut-il le mener ? Je dois dire que je ne sais pas très bien. Je ne sais plus très bien. [Extrait de l'intervention de C. Pénicaud¹², Limoges le 14 mai 1997.] »

À l'inverse, le milieu local à La Hague n'est pas resté insensible à la manière dont l'événement a été saisi par la création du collectif. Le lien qui s'est manifesté doit là aussi son existence à un comportement orienté spécifique. D'abord, par sa constitution, son formatage maternel entend apparaître comme une forme réconciliée avec le milieu local. Il cherche à transcender un clivage anti/pronucléaire dominant (Boceno, 2004). Ensuite, par la marque avec laquelle le collectif impose sa présence. Elle s'incarne dans une affectation concrète lui procurant une légitimité :

« Ça touche les enfants, ça touche les familles. [...] Dans le collectif, il y a deux mamans qui ont perdu leurs enfants de

leucémie. Donc ça nous a donné une espèce d'assise. C'est-à-dire qu'on n'était pas comme ça des marginales. [Entretien, militante du collectif MC, mai 2005.] »

Enfin, par le champ d'autocontrainte que ce comportement a délimité, à l'intérieur duquel le collectif envisage ses possibilités d'action qui contrastent avec celles de la Clade :

« Il n'y avait aucune volonté de faire mousser. Parce qu'on habite à la campagne et j'ai des voisins dont les maris travaillent à Cogema, des enfants y travaillent. Donc c'était un sujet sensible. [...] Au nom du collectif des Mères en Colère, il faut qu'on évite d'être trop marquées antinucléaires. Parce que ça nous coupe des élus et de la population [entretien responsable du collectif MC, mai 2005.] »

L'engagement comme dépositaire cognitif du concernement

Cette plasticité du comportement orienté selon les situations, en tant qu'elle exprime dans l'engagement un mode toujours spécifique de résolution de la tension qui s'exerce entre concernement et milieu, se retrouve dans la mobilisation de savoirs pluriels au cours du processus d'engagement. Cette question ne sera qu'effleurée, tant l'analyse de la dimension cognitive dans les questions environnementales demande de développements (Theys, 1992 ; Theys et Kalaora, 1992 ; Wynne, 1997).

Un des traits majeurs de ces questions tient à ce que l'engagement des acteurs dans les arènes publiques suppose qu'ils mobilisent, voire qu'ils produisent, des connaissances d'ordre technoscientifique en mesure de justifier leurs arguments et de trouver d'éventuelles voies à des solutions. Mais l'examen de telles questions conduit à constater que la mobilisation cognitive ne saurait se réduire à ces seules connaissances. Les acteurs, par le fait même d'éprouver un concernement, se trouvent inclus dans les questions environnementales qu'ils traitent et sont dès lors placés dans la situation délicate d'être à la fois sujet et objet. Ce phénomène suppose de leur part une mobilisation cognitive plurielle : aussi bien s'agissant des connaissances issues de l'expérience qu'ils font du milieu, que d'évaluations sur d'autres formes de connaissances disponibles ou bien encore d'hypothèses sur ce que pourrait être un état stabilisé de la connaissance relative au milieu (Wynne, 1997). Autrement dit, dans l'ordre de ces différents savoirs qui circulent et qui sont mobilisés sur les scènes des questions environnementales, certains trouvent leur point d'ancrage dans la centralité de l'expérience sensible de l'individu social par laquelle le concernement advient et se constituent en référence à un milieu spécifié. D'autres, comme les savoirs technoscientifiques, ont vocation à devenir référence absolue et, par cette prétention à l'universalité, tendent à dissoudre tout rapport sensible établi avec le milieu (Beck, 2001). La

¹² Conférence du *Cercle Gramsci* : « Le cri de la terre » avec T. Lamireau et C. Pénicaud, Limoges. Invités par une association organisatrice de débats sur des thèmes de société, les deux militants de la Clade présentent un film et un livre dont ils sont respectivement les auteurs et qui retracent le combat antinucléaire local.

confrontation qui en résulte devient le siège d'une tension tant intrinsèque qu'extrinsèque à laquelle il convient de prêter une grande attention.

En effet, la distribution sociale des acteurs montre qu'ils lèstent leurs rôles des savoirs nécessaires pour évaluer les situations en fonction des rapports de domination dans lesquels ils sont pris. Les légitimités qui sont à l'œuvre instituent des coupures plus ou moins franches qui séparent de façon asymétrique le monde professionnel technoscientifique et gestionnaire d'un côté et le monde associatif de l'autre ou, pour le dire autrement, les experts et les profanes. Ceci étant, en rester là ne permet pas de saisir les dynamiques à l'œuvre à l'intérieur de ce vaste registre cognitif : chaque acteur, bien qu'à des degrés différents, est lui-même traversé par cette tension entre savoirs sensibles et objectivés. Pour leur part, les militants associatifs, dans leur engagement, ne cessent de fertiliser leurs concernés par des transactions cognitives internes et externes qui mixent les deux polarités cognitives. À travers ce processus, ils composent une appréhension cognitive singulière du milieu en résonance avec la nature de leur concernement. On observe là encore des différences entre les deux situations.

Dans le cas de la Clade, investissements cognitif et militant se nouent dans une pratique indivisible comme si, face à un milieu local hostile qui provoque la défiance, il s'agissait de faire front en disposant soi-même des éléments d'évaluation de la situation pour disposer des « prises » nécessaires (Chateauraynaud et Tornay, 1999). Dès lors, la mobilisation pour les connaissances technoscientifiques tend à recouvrir la totalité de la surface de l'engagement et vient justifier ce que l'expérience sensible souvent distante n'a pu accumuler. La transaction cognitive en ce cas est prise dans les lignes de fracture du conflit¹³ :

« On est bien obligé. C'est tellement compliqué. On n'en sort pas. Si on ne fouille pas, on se plante à mort. Et ils jouent sur ça. Moi j'ai bossé comme une folle pour apprendre un peu tout ça parce que je n'y connaissais rien. [...] Parce que si on veut faire le poids en face il faut qu'on tienne la route. Et puis moi je crois que ce que doivent ressentir plein de gens qui font comme moi, qu'ont fait comme moi c'est qu'il y a tellement de boulot qu'à partir du moment où on décide de s'y attaquer, on est submergé quoi... Vous voyez on est des poignées. [Entretien, militante antinucléaire, Limousin, septembre 1999.] »

Contrairement à cette situation, la mobilisation cognitive du collectif MC se construit dans une approche

¹³ La relation aux savoirs « objectivés » est déclinée sur le mode du rapprochement avec des experts et des productions d'experts, eux-mêmes en situation critique vis-à-vis de la situation : GSIEN, Criei-Rad, etc. En ce cas, comme il n'existe pas d'échanges cognitifs qui transcendent la ligne de démarcation dans la situation, la relation à l'« objectivation » se trouve hypertrophiée puisqu'elle prend la forme d'une lutte entre deux savoirs experts opposés.

transactionnelle différente associant les professionnels et experts non critiques et les militants. Aussi peut-on parler alors d'échange cognitif. Cet échange n'est possible que si les militants font a priori confiance au travail des scientifiques légitimés institutionnellement et que ceux-ci prêtent une attention à l'expérience sensible et aux différentes formes de connaissances accumulées par les militants. Dès lors, la disponibilité de l'engagement militant se trouve préférentiellement investie dans l'enrichissement du lien social qui contribue à la mobilisation cognitive et non dans la mobilisation cognitive en tant que telle. C'est ce qui ressort de l'expérience de l'« exercice Nord-Cotentin 2000 » dont le collectif MC s'est trouvé à l'initiative¹⁴ :

« [...] Tous les ans, un groupe de scientifiques cherche, va dans un endroit défini. Là on leur a dit : venez chez nous, on s'occupe de l'organisation. On voudrait que vous soyez hébergés chez les habitants. Et ça, c'était vraiment une première, quoi. C'est-à-dire que les scientifiques institutionnels et aussi associatifs se sont retrouvés dans des familles, disséminés, éclatés et ça c'était vraiment très riche [...] Ce qui est important, c'est de se familiariser un petit peu avec le monde scientifique, d'essayer de comprendre quelque chose et de créer un échange entre les deux mondes. [Entretien responsable du collectif *les Mères en Colère*, mai 2005.] »

Conclusion

Il s'agissait d'éclairer l'engagement militant dans les questions environnementales par la mise évidence de ce par quoi il procède, à savoir un concernement. Ceci n'a rien d'inutile si, considérant que l'engagement comme objet sociologique ne dit pas tout du sens de ce qui est engagé dans le rapport à la chose, il est possible d'éviter de tomber dans des travers trop normatifs qui orientent l'analyse vers un point de vue dominant. Au fond, la notion de concernement, par son lien avec celle de milieu local, permet d'insérer l'engagement comme une phase contingente et provisoire d'un processus plus large visant la réduction de la tension qui s'exerce entre l'individu social et son milieu. Ainsi, le comportement orienté, tel qu'il se donne à voir au niveau individuel comme au niveau collectif, traduit concrètement le mode de résolution adopté, dont l'engagement organisé, ou le non-engagement, ne sont que des possibilités. Il reste dès lors une question à approfondir. En effet, si l'engagement militant s'inscrit dans

¹⁴ L'initiative trouve son origine dans les travaux du GRNC (Groupe Radioécologique Nord-Cotentin). Hébergés dans les familles du collectif, une cinquantaine de scientifiques ont comparé et testé leurs techniques de mesures, contribué à l'amélioration de la connaissance des niveaux de radioactivité locaux et dialogué avec les habitants à ce sujet. Pour des informations complémentaires, on peut se reporter au compte-rendu de la réunion du 21 septembre 2000 accessible sur le site de la CSPI de la Manche (<http://www.commission-hague.com>).

un processus, on peut se demander dans quelle mesure sa factualité, en tant que mise à l'épreuve publique d'un concernement, contribue récursivement à le transformer. Dans cette perspective, il faut alors admettre à juste titre que le concernement soit lui-même vivant.

Remerciements

Je tiens à remercier Christophe Bonneuil pour sa lecture attentive et ses observations critiques d'une première version de ce texte.

Références

- Badiou, A., 1993. *L'éthique – Essai sur la conscience du Mal*, Paris, Hatier.
- Beck, U., 2001. *La société du risque*, Paris, Flammarion.
- Boceno, L., 2004. Le risque nucléaire à La Hague, *Les annales de la recherche urbaine*, 95, 78-81
- Brunet, P., 2004. *La nature dans tous ses états : uranium, nucléaire et radioactivité en Limousin*, Limoges, Pulim.
- Brunet, P., 2006a. La CRII-RAD, un laboratoire « passe-muraille » entre militantisme et professionnalisme, in Tissot, S. (Ed.), *Reconversions militantes*, Limoges, Pulim, 163-173.
- Brunet, P., 2006b. Les Mères en Colère : entre tradition et innovation à propos de l'industrie nucléaire, in *Actes du CTHS*, Grenoble, 151.
- Brunet P., 2006c. L'expert en technosciences : figure « critique » ou « gestionnaire » de la civilisation industrielle contemporaine ? in Guespin-Michel, J., Jacq, A. (Eds), *La biologie entre science et marché*, Paris, Syllepses.
- Callon, M., Rabeharisoa, V., 1999. *Le Pouvoir des malades. L'Association française contre les myopathies et la Recherche*, Paris, Les Presses de l'École des Mines.
- Callon, M., Lascoumes, P., Barthe, Y., 2001. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil.
- Canguilhem, G., 2003. *La connaissance de la vie*, Paris, Vrin.
- Cefaï, D., 1996. La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques, *Réseaux*, 75, 43-66.
- Cefaï, D., 2002. Qu'est-ce qu'une arène publique ? Quelles pistes pour une approche pragmatiste ? in Cefaï, D., Joseph, I. (Eds), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 51-82.
- Cefaï, D., 2007. *Pourquoi se mobilise-t-on ? – Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte-MAUSS.
- Chateauraynaud, F., Tornay, D., 1999. *Les sombres précurseurs – Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Elias, N., 1997. *La société des individus*, Paris, Fayard.
- Estades, J., Remy, E., 2004. Déconfiner l'expertise sur les faibles doses de rayonnements ionisants, Colloque *Risque et société*, Niort, 22-23 janvier.
- Fillieule, O., 2001. Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel, *Revue française de science politique*, 51, 199-217.
- Gaudillière, J.-P., Vivoli, S., 2000. Une expertise citoyenne du nucléaire : à propos de la CRII-Rad – Entretien avec Michèle Rivasi, *Mouvements*, 7, 27-31.
- Giugni, M., 2001. L'impact des mouvements écologistes, anti-nucléaires et pacifistes sur les politiques publiques, *Revue Française de Sociologie*, 42-4, 641-668.
- Gusfield, J., 1981. *Drinking Driving and the symbolic order. The culture of public problems*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Joly-Sibuet, E., Lascoumes, P., 1988. *Conflits d'environnement et intérêts protégés par les associations de défense*, SRETIE, ministère de l'Environnement.
- Leroi-Gourhan, A., 1943. *L'homme et la matière*, Paris, Albin Michel.
- Mann P., 1996. Théories de la mobilisation, risques et crises – Point de vue in Actes (7^e séance) du *Séminaire du Programme Risques Collectifs et Situations de Crise*, CNRS.
- Micoud, A., (Ed), 1999. *Dynamique et fonctionnement des associations de protection de la nature et de défense de l'environnement*, Rapport de recherche au ministère de l'Environnement DGAD/SRAE, 2 tomes, CRESAL.
- Micoud, A., Peroni, M. (Eds.), 2000. *Ce qui nous relie*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- Moscovici, S., 1996. *Psychologie des minorités actives*, Paris, PUF.
- Ollitrault, S., 2001. Les écologistes français, des experts en action, *Revue française de science politique*, 51, 105-130.
- Regazzola, T., 1996. Le dispositif éco-environnemental formé par les groupes locaux en Allier, Puy-de-Dôme, Haute-Loire, in *Actes du Colloque « Le mouvement associatif dans le secteur de l'environnement »*, ministère de l'Environnement, 18-24.
- Rivasi, M., Crié, H., 1999. *Ce nucléaire qu'on nous cache*, Paris, Albin Michel.
- Sainteny, G., 1995. La rétribution du militantisme écologiste, *Revue Française de Sociologie*, 36, 473-498.
- Theys, J. (Ed), 1992. *Environnement, science et politique*, Cahier n° 13, GERMES.
- Theys, J., Kalaora, B. (Eds), 1992. *La Terre outragée – Les experts sont formels !*, Paris, Autrement.
- Touraine, A. (dir.), 1980. *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Le Seuil.
- Viel, J.F., 1998. *La santé publique atomisée*, Paris, La Découverte.
- Wynne, B., 1997. Le nucléaire au Royaume-Uni, in Godard, O. (Dir.), *Le principe de précaution dans la conduite des affaires humaines*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'homme, INRA Éditions, 149-176.
- Zonabend, F., 1989. *La presque île au nucléaire*, Paris, Odile Jacob.